L'ABEILLE.

Journal officiel de l'État, du Commerce Général, de la Première et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. DAYOT.

NOUVELLE-ORLÉANS.

LUNDI MATIN, 30 OCTOBRE 1837.

Sous-Chef Indienne de la tribu des Creeks, sous la direction du lieutenant Sliem, de l'armée des États-Unis, sont partis hier sur trois bateaux à vapeur, en rondant sur Arkansas.

De la nécessité d'une loi plus complète sur l'enregistrement des actes de l'état civil.

Nous osons plus d'une fois appelé l'attention de nos lecteurs sur l'insuffisance de la loi qui prescrit l'enregistrement des naissances et décès; et nous avons cherché à faire sentir l'utilité d'une mesure qui puisse assurer la tranquillité des familles, et la juste répartition des successions. Cette nécessité a été bien reconnue en France, que les précautions les plus grandes ont été prises pour y constater l'état civil et que des peines graves sont infligées à ceux qui les négligent. Rien de pareil n'a eu lieu dans notre Code, et, lors de la discussion en présence de Napoléon lui même; et c'est dire assez quelle importance était attachée à ce chapitre du Code Civil. On ne demande dans quel but nos législateurs en adoptant en partie le Code Civil, en ont éloigné une question d'un ordre si élevé. On n'est pas assurément qu'ils n'en aient connu la nécessité; et dans ce cas, rien ne d'être surpris qu'ils n'aient pas même soumis à la discussion les difficultés qu'ils avaient pu rencontrer à l'application des lois sur l'état civil. Cette lacune dans notre code ne se trouve nullement comblée par l'imperfaite loi qui a créé un bureau d'enrégistrement des naissances et décès; et l'on paraîtrait n'avoir voulu faire que l'essai d'une mesure que l'on avait l'intention de perfectionner plus tard. En effet, les déclarations semblent n'être qu'une obligation secondaire du citoyen; tandis qu'en France elle est si impérieuse, que l'état de l'individu qui s'y soustrairait serait sérieusement compromis. Si pourtant, en y réfléchissant, on verrait quel point les intérêts des familles seraient intéressés à voir passer une loi complète sur l'état civil; et à quels dangers seront exposées les fortunes à mesure que la population s'étendra, que les éléments s'en confondront, et qu'il devendra plus difficile à de nombreuses filiations de se rattacher à la souche commune. L'acte sur lequel se fonde aujourd'hui les droits de la famille sont ce que l'on nomme actes de baptême, fait seulement pour assurer la communion religieuse de l'individu. Ces actes d'actes sont livrés à la rédaction d'un ministre du culte auquel appartient l'individu, dont la filiation importe assez peu au rédacteur qu'il n'a réellement en vue que la manifestation d'une initiation, ou d'une cérémonie soit nuptiale soit funéraire; tandis que le législateur y doit voir des rapports directs entre des individus et les familles, entre les familles et la société

La société et le pouvoir se comporte à la Louisiane, semble exiger plus impérieusement qu'ailleurs des faits bien connus et d'une application sévère et judicieuse de ces lois. Chaque jour, des inconvénients graves résultant d'une insuffisance, ou d'une lacune de législation; et dans un pays où la différence de couleur et d'origine donne lieu à beaucoup d'équivoques de parenté, nul doute que l'importance des actes de l'état civil ne s'accroisse en raison de la confusion qu'amène déjà la manière de constater l'état de chacun.

Le désir bien naturel aux personnes de couleur de faire disparaître, autant qu'il est en elles une nuance sociale qui offusque leur vanité, et les engage souvent à renoncer au titre de mère, et à faire baptiser leurs enfans sous le nom de l'individu blanc auquel ils appartiennent avec la déclaration de mère inconnue. On comprit facilement tous les résultats fâcheux que peut avoir une coutume aussi contraire à la moralité, qu'embarrassante pour les descendans légitimes des familles où se rencontrent de telles anomalies dans l'ordre établi; et nous nous dispenserons d'entrer dans d'inutiles détails sur cet objet, quand d'autres moins puissans jeté que l'intérêt des successions, exigeront de nous développer notre opinion sur la nécessité de compléter notre loi sur l'état civil. Prenons dans cet exemple les débats qui ont eu lieu au sujet de la succession Cheyran, nous croyons pouvoir faire sentir à quel point il importe d'établir les filiations et les parentés. Une personne est elle fondée de pouvoir de la sœur du défunt : mais en exige la preuve de cette parenté par des preuves d'une origine commune, c'est à dire par des actes de naissance qui constatent une consanguinité légale. Si pareille circonstance, d'une succession à recueillir en France, se présentait, on y exigerait, sans aucun doute, pareils actes; et qu'aurait-on alors à présenter? L'extrait informe d'un registre baptismal, où des noms sont copiés, des dates en fausse, et libelle rédigé en intelligible quand il s'agit du culte est étranger à la publicité qu'il administre; enfin un acte susceptible d'être attaqué dans la forme et dans le fonds. Il faudrait donc recourir à des témoignages, à une notoriété publique; et Dieu sait, à une telle distance de lieux, à deux générations seulement, quelles perturbations seraient pu résulter des négligences à constater, non seulement les naissances, mais encore les unions matrimoniales. On objecte les actes notariés; mais quels greffes les président; qui dit qu'il y a eu concours le notaire, et qui annonce ce que les soujoints ne se soient pas contentés de la bénédiction nuptiale de leur pasteur, et n'en aient pas joué. Comment ensuite est constaté ce fait, à quelle cour, à quel greffe aurait-on recours?

L'état civil obviera à tous ces inconvénients; des registres dont les doubles, déposés tous les ans aux archives de l'État, suppléraient en cas de malheur à ceux du bureau des déclarations, assureraient un moyen constant de se procurer des expéditions en due forme; il importerait aussi que le personnage commis par la loi à l'expédition des actes de l'état civil, exigeât, comme en France, des témoignages; et en outre, la loi du serment étant ici indispensable dans les déclarations légales, il est indubitable que le préjugé des déclarants devrait les pousser à ne rien exiger de ses serment des déclarans et des témoins; car, sans cette importante disposition, toute déclaration devient illusoire, puisque le premier venu peut faire une fausse déclaration n'y ayant aucune témoins qui puissent en répondre ni aucune loi qui atteigne de tels délits. Nous reviendrons plus d'une fois sur un chapitre si important au bien être des citoyens de l'État; et nous espérons que nos législateurs ouvriront enfin les yeux sur tous les inconvénients de l'insuffisance des lois existantes.

Tentative d'incendie à l'hôtel de la Poste générale du Capitole — Le dernier numéro du *National Intelligencer*, de Washington, contient l'article suivant qui lui a été fourni par son rapporteur, concernant la découverte suspecte d'un paquet de papiers brûlés en partie dans la chambre du directeur général des postes. Cette tentative doit nécessairement exciter un redoublement de surveillance contre les efforts de sonnes malfaisantes:

"Depuis plusieurs jours des bruits circulent, sur une tentative d'incendier le bureau de la poste générale, qu'on trouve maintenant dans la grande maison occupée par M. J. Fuller, et connue sous le nom de *American Hotel*, située à l'encoignure de l'avenue de Pennsylvanie et Fourteenth st. Nous avons cité dire qu'un paquet de papier qui se trouvait placé sur les thermes de la chambre du directeur de poste général, était trouvé brûlé et les boiseries noircies par le feu; on soupçonna que cette tentative avait été faite par quelque incendiaire, pendant l'heure nocturne où le watchman qui lesait en ronde dans d'autres parties de l'édifice. Nous avons aussi entendu dire qu'une investigation des circonstances avait été instituée par l'office du maître de poste général; mais le résultat en reste encore inconnu."

Dernières Nouvelles du Mexique.

Les nouvelles particulières que nous recevons du Mexique nous peignent comme déplorable l'état du pays. La brigandage y prend chaque jour une effroyable extension au que malgré ses bonnes intentions le gouvernement y puisse remédier. La conduite de Zenteno a été attaquée par 150 voleurs, un combat sérieux a eu lieu et le conducteur Guerrero après avoir eu 12 hommes de tués est tombé grièvement blessé; les brigands ont perdu 15 hommes, mais ils sont parvenus à enlever 830,000. On dit qu'un événement semblable a eu lieu sur la route de Mexico à Veracruz et le comte rec en trouve dans le plus grand désordre; gement tant à cause de la lâcheté du gouvernement qui ne peut offrir aucune sécurité que par les nouvelles mesures concernant les douanes et qui entravent toutes les opérations. Vous avez sans doute connaissance de la révolte de la province entière dite de Nouveau Mexique qui s'est détachée de la république mexicaine, se déclarant indépendante et adhérant d'être agrégée à l'Union américaine. Tout ce que le pays dire, ajoute notre correspondant, c'est que le Mexique tombe en désorganisation.

Dans notre feuille de demain nous verrons quelques nouvelles intéressantes sur d'autres intéressantes nouvelles.

ST. DOMINGUE—Par des nouvelles que nous avons apportées l'Estafette arrivée hier, nous trouvons l'article suivant:

M Cerbière, l'agent nommé par le gouvernement français pour régler et arranger le différend avec la république d'Haïti, a quitté Paris le 16 septembre pour la destination. On assure que l'amiral français, commandant la station des Indes Occidentales, a reçu ordre de montrer M. Cerbière, sous l'origine des circonstances.

Nouvelles très-récentes d'Europe.

L'Estafette nous a apporté hier la nouvelle arrivée du paquebot *Indépendance*, à New York. Partie de Liverpool le 25 septembre, ce navire fait une traversée de 14 jours.

Les journaux anglais annoncent que le couronnement de la reine Victoria aura lieu au mois de mai de l'année prochaine. Les fêtes seront sur une échelle digne des grandes richesses et de la magnificence habituelle de la Grande Bretagne. Un grand nombre de princes appartenant aux familles régnantes en Europe se proposent d'assister à la cérémonie.

Une proclamation, adressée par le conseil privé, fixe le 15 novembre pour l'ouverture du second du nouveau Parlement. Qu'elle que soit l'importance, ajoute le Liverpool Journal, que Lord Melbourne et ses collègues attachent au fait pour régler l'établissement de l'Église d'Angleterre et d'autres mesures de réformes intérieures, cependant le principe dont un grand nombre de politiques essentielle de l'existence du ministère

ra opiné de l'égalité de la législation en faveur de l'Irlande, et en particulier l'extension à ce malheureux pays des privilèges municipaux et la répartition du pouvoir du peuple entière, sans distinction de croyance, de l'ancéanti des revenus de l'église établie. La majorité conservé encore une majorité qui varie de dix voix à dix, et quelque suffisante pour régler les affaires présentées à la Chambre des Communes; n'est pas assez considérable pour influencer la Chambre des Lords, mais en rendre aux mesures ministérielles de nuisant les subsides et de suspendre les affaires publiques. Il est même que l'influence de la jeune reine soit jetée dans la balance. La convenance et la majesté libérale des Communes sont sacrées faites par leur union, car les décrets personnels du souverain, accentués par la chambre haute n'ont jamais trouvé les Lords réfractaires: D'ailleurs, quelles que soient les dispositions de la Chambre des Lords, le pouvoir de créer une fournée de pairs déplace la question en faveur de temps. L'opinion publique attribuée à la grande intention politique d'amener les ambitieux d'un pouvoir qu'ils n'ont jamais possédé jusqu'à présent, en leur donnant en confiance et en coopération dans leurs ressources; l'ouverture du prochain Parlement confirmera bientôt ces bruits, et donnera la preuve des sentiments libéraux de la reine, aussi cette époque est-elle instamment attendue partout les vrais amis de l'Angleterre et de la réforme.

La reine a officiellement annoncé son intention d'aller résider au Pavillon royal, à Brighton, le 4 octobre.

Le roi et la reine des Belges se sont embarqués à Ramsgate, pour la Belgique.

Le ministre américain, M Stevenson, était de retour à Londres le 20 septembre.

L'assemblée des actionnaires de la Banque d'Angleterre, le 22 septembre, n'a donné que peu de satisfaction au public. Cette aucune époque à annoncé d'incidence d'un plus grand intérêt pour le commerce que les six mois qui viennent de s'écouler, et cependant aucune question n'a été adressée au gouverneur de la banque sur ces événemens et la conduite de la direction; on ne lui a demandé aucun renseignement sur la Banque du Nord et du centre de l'Angleterre, sur les maisons américaines, sur le chômement non motivé du taux de l'intérêt; on n'a touché à aucune des causes qui ont amené des résultats si importans dans les affaires du royaume et dont on doit attendre de la direction un développement complet. Il faut donc abandonner pour jamais tout espoir d'obtenir quelques renseignemens de ces assemblées officielles et les chercher ailleurs.

On a répandu dans le public qu'une assistance d'une nature plus efficace allait être donné pour la liquidation des affaires d'Amérique.

On assurait qu'un négociant, d'une grande expérience dans ces opérations, et accompagné par un des commis confidentiels de la banque allait s'embarquer pour New-York. Il n'est pas certain que cet amélioration soit entreprise par l'ordre de la Banque ou aux frais des quelques maisons américaines; mais ce fait mie en opposition avec le silence de la banque, tend à maintenir l'opinion publique dans l'idée que la liquidation commencée en Amérique ne marche pas comme elle le devrait. Certes si tout avait été dans les règles, il se serait trouvé quelque actionnaire pour poser à question et obtenir une réponse concertée d'avance.

Un autre journal, moins acharné que le *Times* à blamer tout ce qui se fait en Amérique, soutenu que la mission projetée a produit une impression favorable dans le public. On pense qu'elle pourra faciliter la liquidation des affaires restées en souffrance, si les instructions données aux agens sont dictées par un esprit vraiment libéral. On espère qu'elle amènera entre la Banque d'Angleterre et celle des États-Unis l'établissement de relations permanentes, qui ne peut vent manquer d'être de la plus grande utilité au commerce des deux pays.

La récolte des pommes de terre, dans toutes les parties de l'Angleterre, ainsi qu'en Irlande, n'a jamais été plus abondante.

Le tableau de situation de la banque d'Angleterre, pour le trimestre écoulé le 19 septembre, présente une circulation de 18,814,000 liv. st.; dépôts, 11,093,000; valeurs en portefeuille, 26,605,000; espèces, 6,303,000; l'excédant se trouve d'environ 3 millions de livres sterling.

Un document officiel, publié par ordre du parlement, expose les recettes et dépenses de l'Angleterre pendant les années terminées le 5 janvier 1835, 1836 et 1837. En voici les totaux:

	1835	1836	1837
Recettes.	50,632,545	50,494,728	52,898,298
Dépenses.	49,223,116	48,787,639	50,818,305
Excédant,	1,410,429	1,707,093	2,079,993

Frais de perception inclus dans dépenses.	2,947,972	2,943,476	2,851,925
Intérêt sur la dette	28,494,687	28,505,575	29,234,863

Une des maisons américaines qui ont suspendu, Mess. Colman, Lambert & Co., ont annoncé à leurs créanciers que le 15 décembre prochain, ils paieront 50 pour cent; et qu'après avoir payé plus tard la balance de leurs engagements, il leur restera encore un capital assez considérable pour reprendre les affaires.

Le marquis de Waterford est arrivé à Londres, en convalescence. Un journal dit qu'il doit avoir le crâne extraordinairement épais pour avoir résisté au brisement nerveux du watchman norwégien.

Le comte Borolowski, célèbre patriote polonais, est mort à Durham, dans sa 99me année. Il était venu en Angleterre en 1782.

Une dépêche reçue à Falmouth le 21 septembre, a donné la nouvelle d'un ouragan terrible avait, le 14 juin dernier, détruit la ville et le port de Bombay. Des arbres de six pieds de diamètre ont été déracinés aux environs; la plupart des maisons ont perdu leur tout. Dont les toiles tombaient comme la grêle dans les rues; un bâtiment de 600 tonneaux qui était lancés sur la grève, jusque sous les murs du fort. Quatorze navires ont été échoués, dont huit appartenaient à Liverpool. Sur ces bâts, six ont été coulés, nés comme ne pouvant plus reprendre la mer. Peu de marins auraient donc été péris, mais des centaines de pêcheurs montées par les natifs ont coulé avec leurs équipages.

FRANCE.

Le mariage de la princesse Marie avec le prince Alexandre de Wurtemberg est fixé au 4 octobre. La cérémonie aura lieu sans apparat, au chateau de Trianon. Les nouveaux mariés partiront ensuite pour Fontainebleau, d'où ils se mettront en route pour l'Allemagne. Un courrier arrivé à Rome le 20 septembre a apporté le consentement et les dispenses du pape. Pendant l'intervalle qui doit s'écouler jusqu'au mariage, le prince Wurtemberg habite l'Elysée-Bourbon, où l'on a mis tout un train de maison à sa disposition.

Le roi et la famille royale sont partis le 21 pour le camp de Compiègne.

Le *Toulonnais* du 17, annonce que l'expédition française contre Constantine, composée de 13,000 hommes d'infanterie, 2,000 chevaux et 60 pièces de campagne et de siège, arrivée par 1,100 artilleurs, s'est mise en marche. Environ 2,000 hommes et 1,000 malades et convalescens ont été laissés à la garde du camp fortifié. Le général Damremont, commandant en chef des forces françaises en Afrique, a poussé une reconnaissance jusqu'à 30 milles de Constantine, avec une partie de l'avant-garde, presque entièrement composée d'Arabes, au service de la France. Une escarmouche entre cette troupe et la cavalerie du Bey allié à l'avantage des Français. Une dépêche télégraphique annonce l'arrivée à Bone, le 12 septembre, du duc de Nemours avec sa suite.

Les journaux ministériels déclarent que la Porte a donné au gouvernement français des explications satisfaisantes sur l'objet de l'expédition confiée au capitan Pacha. Le 20 août, le steamer de guerre autrichien Marianna était entré dans la mer Noire sans la moindre opposition, des forts qui dominent l'entrée du Bosphore.

Le *Courrier français* publie confirme un on dit, que l'ex-pereur Nicolas avait secrétité en qualité de son chargé d'affaires auprès de don Carlos, Mr. Paggenfahl attaché attaché aux légations russes à Vienne et en Italie. Il ajoute que cet agent était à Paris depuis quatre mois, attendant une occasion favorable de remplir sa mission.

Le *Commerce* annonce que les exportations de la France pour l'année 1836, produits du sol et des manufactures, se sont élevées au de là de 200 millions de francs.

Mr. Laffite a publié une circulaire, annonçant que le capital de la Banque du commerce et de l'industrie était rempliet convoquant une assemblée des actionnaires pour le 2 octobre.

On parle dans les cercles de Paris de l'élévation de Mr. Charles Dupin à la pairie.

Le choléra a presqu'entièrement disparu à Marseille. A Rame, les 5 et 6 septembre, il n'y a eu que cinq jours tout bas, à la paix. M. le comte général se chargé assuré de traiter vaille que vaille avec Achmet; il croit avoir les considérables ressources, mais aujourd'hui tout est changé. Le bruit dès que la guerre, et nous voilà forcés par une barbarie à reprendre le rôle qui nous convient le mieux. La prudence est grande. Le matériel d'artillerie et de guerre qui nous avons ra-

Bourse de Paris, 21 septembre.—On a fait circuler le bruit que le ministère des finances discutait sérieusement le projet de la conversion des cinq cent trois pour cent. Le bénéfice annuel, produit par cette opération remouvelée de Mr. de Villèle et estimé à 18 millions de francs, serait appliqué pendant cinq ans à la construction du chemin en fer de Paris aux frontières de la Belgique.

ESPAGNE.

Les nouvelles de Madrid sont très intéressantes. Des lettres reçues par la voie de Paris annoncent que le corps d'Espartero, fort de 16,000 hommes d'infanterie et de 800 chevaux, a occupé le 10 les environs de Madrid, le quartier général étant établi à Carabanchel. L'ennemi se retire sur Cuenca.

Une lettre particulière dit: "Les ministres et les corps ont été tous la fuite en consultation. Plusieurs chouans ont été proposés pour la défense de la ville, mais elles furent rejetées." Le plus importante étape de ce corps est de 7 lieues. Espartero a pris Madrid, et n'a rien à craindre, sans aucune opposition sérieuse. Il est plus sûr de faire prisonniers à la Chambre des Communes, n'est pas assez considérable pour influencer la Chambre des Lords, mais en rendre aux mesures ministérielles de nuisant les subsides et de suspendre les affaires publiques. Il est même que l'influence de la jeune reine soit jetée dans la balance. La convenance et la majesté libérale des Communes sont sacrées faites par leur union, car les décrets personnels du souverain, accentués par la chambre haute n'ont jamais trouvé les Lords réfractaires: D'ailleurs, quelles que soient les dispositions de la Chambre des Lords, le pouvoir de créer une fournée de pairs déplace la question en faveur du temps. L'opinion publique attribuée à la grande intention politique d'amener les ambitieux d'un pouvoir qu'ils n'ont jamais possédé jusqu'à présent, en leur donnant en confiance et en coopération dans leurs ressources; l'ouverture du prochain Parlement confirmera bientôt ces bruits, et donnera la preuve des sentiments libéraux de la reine, aussi cette époque est-elle instamment attendue partout les vrais amis de l'Angleterre et de la réforme.

La reine a officiellement annoncé son intention d'aller résider au Pavillon royal, à Brighton, le 4 octobre.

Le roi et la reine des Belges se sont embarqués à Ramsgate, pour la Belgique.

Le ministre américain, M Stevenson, était de retour à Londres le 20 septembre.

L'assemblée des actionnaires de la Banque d'Angleterre, le 22 septembre, n'a donné que peu de satisfaction au public. Cette aucune époque à annoncé d'incidence d'un plus grand intérêt pour le commerce que les six mois qui viennent de s'écouler, et cependant aucune question n'a été adressée au gouverneur de la banque sur ces événemens et la conduite de la direction; on ne lui a demandé aucun renseignement sur la Banque du Nord et du centre de l'Angleterre, sur les maisons américaines, sur le chômement non motivé du taux de l'intérêt; on n'a touché à aucune des causes qui ont amené des résultats si importans dans les affaires du royaume et dont on doit attendre de la direction un développement complet. Il faut donc abandonner pour jamais tout espoir d'obtenir quelques renseignemens de ces assemblées officielles et les chercher ailleurs.

On a répandu dans le public qu'une assistance d'une nature plus efficace allait être donné pour la liquidation des affaires d'Amérique.

On assurait qu'un négociant, d'une grande expérience dans ces opérations, et accompagné par un des commis confidentiels de la banque allait s'embarquer pour New-York. Il n'est pas certain que cet amélioration soit entreprise par l'ordre de la Banque ou aux frais des quelques maisons américaines; mais ce fait mie en opposition avec le silence de la banque, tend à maintenir l'opinion publique dans l'idée que la liquidation commencée en Amérique ne marche pas comme elle le devrait. Certes si tout avait été dans les règles, il se serait trouvé quelque actionnaire pour poser à question et obtenir une réponse concertée d'avance.

Un autre journal, moins acharné que le *Times* à blamer tout ce qui se fait en Amérique, soutenu que la mission projetée a produit une impression favorable dans le public. On pense qu'elle pourra faciliter la liquidation des affaires restées en souffrance, si les instructions données aux agens sont dictées par un esprit vraiment libéral. On espère qu'elle amènera entre la Banque d'Angleterre et celle des États-Unis l'établissement de relations permanentes, qui ne peut vent manquer d'être de la plus grande utilité au commerce des deux pays.

La récolte des pommes de terre, dans toutes les parties de l'Angleterre, ainsi qu'en Irlande, n'a jamais été plus abondante.

Le tableau de situation de la banque d'Angleterre, pour le trimestre écoulé le 19 septembre, présente une circulation de 18,814,000 liv. st.; dépôts, 11,093,000; valeurs en portefeuille, 26,605,000; espèces, 6,303,000; l'excédant se trouve d'environ 3 millions de livres sterling.

Un document officiel, publié par ordre du parlement, expose les recettes et dépenses de l'Angleterre pendant les années terminées le 5 janvier 1835, 1836 et 1837. En voici les totaux:

	1835	1836	1837
Recettes.	50,632,545	50,494,728	52,898,298
Dépenses.	49,223,116	48,787,639	50,818,305
Excédant,	1,410,429	1,707,093	2,079,993

Frais de perception inclus dans dépenses.	2,947,972	2,943,476	2,851,925
Intérêt sur la dette	28,494,687	28,505,575	29,234,863

Une des maisons américaines qui ont suspendu, Mess. Colman, Lambert & Co., ont annoncé à leurs créanciers que le 15 décembre prochain, ils paieront 50 pour cent; et qu'après avoir payé plus tard la balance de leurs engagements, il leur restera encore un capital assez considérable pour reprendre les affaires.

Le marquis de Waterford est arrivé à Londres, en convalescence. Un journal dit qu'il doit avoir le crâne extraordinairement épais pour avoir résisté au brisement nerveux du watchman norwégien.

Le comte Borolowski, célèbre patriote polonais, est mort à Durham, dans sa 99me année. Il était venu en Angleterre en 1782.

Une dépêche reçue à Falmouth le 21 septembre, a donné la nouvelle d'un ouragan terrible avait, le 14 juin dernier, détruit la ville et le port de Bombay. Des arbres de six pieds de diamètre ont été déracinés aux environs; la plupart des maisons ont perdu leur tout. Dont les toiles tombaient comme la grêle dans les rues; un bâtiment de 600 tonneaux qui était lancés sur la grève, jusque sous les murs du fort. Quatorze navires ont été échoués, dont huit appartenaient à Liverpool. Sur ces bâts, six ont été coulés, nés comme ne pouvant plus reprendre la mer. Peu de marins auraient donc été péris, mais des centaines de pêcheurs montées par les natifs ont coulé avec leurs équipages.

FRANCE.

Le mariage de la princesse Marie avec le prince Alexandre de Wurtemberg est fixé au 4 octobre. La cérémonie aura lieu sans apparat, au chateau de Trianon. Les nouveaux mariés partiront ensuite pour Fontainebleau, d'où ils se mettront en route pour l'Allemagne. Un courrier arrivé à Rome le 20 septembre a apporté le consentement et les dispenses du pape. Pendant l'intervalle qui doit s'écouler jusqu'au mariage, le prince Wurtemberg habite l'Elysée-Bourbon, où l'on a mis tout un train de maison à sa disposition.

Le roi et la famille royale sont partis le 21 pour le camp de Compiègne.

Le *Toulonnais* du 17, annonce que l'expédition française contre Constantine, composée de 13,000 hommes d'infanterie, 2,000 chevaux et 60 pièces de campagne et de siège, arrivée par 1,100 artilleurs, s'est mise en marche. Environ 2,000 hommes et 1,000 malades et convalescens ont été laissés à la garde du camp fortifié. Le général Damremont, commandant en chef des forces françaises en Afrique, a poussé une reconnaissance jusqu'à 30 milles de Constantine, avec une partie de l'avant-garde, presque entièrement composée d'Arabes, au service de la France. Une escarmouche entre cette troupe et la cavalerie du Bey allié à l'avantage des Français. Une dépêche télégraphique annonce l'arrivée à Bone, le 12 septembre, du duc de Nemours avec sa suite.

Les journaux ministériels déclarent que la Porte a donné au gouvernement français des explications satisfaisantes sur l'objet de l'expédition confiée au capitan Pacha. Le 20 août, le steamer de guerre autrichien Marianna était entré dans la mer Noire sans la moindre opposition, des forts qui dominent l'entrée du Bosphore.

Le *Courrier français* publie confirme un on dit, que l'ex-pereur Nicolas avait secrétité en qualité de son chargé d'affaires auprès de don Carlos, Mr. Paggenfahl attaché attaché aux légations russes à Vienne et en Italie. Il ajoute que cet agent était à Paris depuis quatre mois, attendant une occasion favorable de remplir sa mission.

Le *Commerce* annonce que les exportations de la France pour l'année 1836, produits du sol et des manufactures, se sont élevées au de là de 200 millions de francs.

Mr. Laffite a publié une circulaire, annonçant que le capital de la Banque du commerce et de l'industrie était rempliet convoquant une assemblée des actionnaires pour le 2 octobre.

On parle dans les cercles de Paris de l'élévation de Mr. Charles Dupin à la pairie.

Le choléra a presqu'entièrement disparu à Marseille. A Rame, les 5 et 6 septembre, il n'y a eu que cinq jours tout bas, à la paix. M. le comte général se chargé assuré de traiter vaille que vaille avec Achmet; il croit avoir les considérables ressources, mais aujourd'hui tout est changé. Le bruit dès que la guerre, et nous voilà forcés par une barbarie à reprendre le rôle qui nous convient le mieux. La prudence est grande. Le matériel d'artillerie et de guerre qui nous avons ra-

On lit dans le *Morning Chronicle*:

"La *Gazette d'Augsbourg* s'étonne de ce que, dans son Numéro du 30 août, ce ce que le gouvernement français, après avoir si sagement posé et si fidèlement observé le principe de rester spectateur silencieux, sinon indifférent, des événemens de la guerre qui se passent en d'autres pays, ait tout à coup prescrit à ses agens diplomatiques de s'en écarter, et d'agir surtout en Allemagne. Ce serait l'affaire du Hanovre qui aurait fourni à Louis-Philippe le prétexte de s'en mêler. Au sujet de représentations et de remontrances auprès des cabinets. "Eh! mais que leur importe le Hanovre? Le roi Guillaume a payé le prix de son refus et *d'Augsbourg* l'ont peu, ce nous semble. Aussi n'est ce pas au sujet du Hanovre que la France a fait des représentations en Allemagne. Mais nous avons tout lieu de croire que ce n'est pas sans quelque peine que Napler, et cela sur un ton assez vif pour que M. de Metternich en ait été fort surpris. La menace d'augmenter la garnison d'Ancône, et de la relever sur les traces de Chamarlat Périer, si l'Autriche venait à vouloir occuper la Romagne ou s'avançait jusqu'à Naples, a étonné le cabinet de Vienne. C'est la première fois qu'on n'y apprend du mariage du duc d'Orléans, et l'on y comprend que l'indécision remarquée dans la conduite du gouvernement français, par suite de la difficulté qu'on éprouvait à marier avantageusement l'héritier présomptif, a disparu du moment mariment arrivée à son terme. Il est fort plaisant de voir percer dans les colonnes de la *Gazette d'Augsbourg* le dépit qu'on ressent à Vienne, et d'y apprendre l'adresse avec laquelle on le déguise; et le sapponition du Hanovre mis pour Naples rend encore la chose plus piquante. L'écrivain allemand trouve fort étrange que le roi des Français ait changé de politique et de langage à ses questions germaniques, quand l'Espagne lui en offrait une occasion bien meilleure et bien plus avantageuse. En cela nous sommes d'accord avec la *Gazette d'Augsbourg*, et nous en félicitons le gouvernement français du langage indépendant et digne qu'il a tenu pour éloigner tout empêchement ultérieur de l'Autriche dans l'Italie méridionale."

NOUVELLES D'AFRIQUE.

L'expédition de Constantine est décidée. Tout en continuant avec ardeur les préparatifs depuis dix mois, le gouvernement a décrié la paix; d'autant voulu compléter, par un traité avec Achmet Bey, la pacification de la régence. L'honneur de la France ne pouvait assurément pas être entamé par le malheureux succès de la dernière expédition, dû, comme le sait tout le monde, à l'imcomplète du d'artillerie, et n'exigeait pas une réparation sanglante. La France n'a pas besoin de prouver que ses soldats valent bien les Arabes d'Abd-el-Kader. Le Bey de Constantine, ami du prince, celui qui convenait à la France. C'était, d'ailleurs, obéir au vœu le plus marqué de la chambre que de mettre un terme à ce système d'expéditions qui ne produisent ni avantage pour le commerce, et font de l'Afrique une arène sanglante où la France dépense beaucoup en hommes et en argent et ne recueille rien. Toutes les démarches que l'honneur et l'intérêt du pays commandent, on les fait à la cour, on les satisfaites. Aujourd'hui que ses propositions ont été repoussées, le gouvernement n'hésite pas davantage. La guerre sera faite et avec tous les moyens qui pouvent en assurer le succès.

On écrit de Bone (Afrique), au *Toulonnais*, du 27 août:

"Depuis le 1er juillet jusqu'à ce jour, il est arrivé dans notre port plus de 80 bâtimens marchands, noliés par le gouvernement et chargés de mulets et de chevaux venant de Marseille, d'Oran et Port-Vendres et de Alger; ces chevaux et mulets sont destinés aux divers corps expéditionnaires. La rade est encore aujourd'hui encombrée de navires.

Il y a deux jours tout bas, à la paix. M. le comte général se chargé assuré de traiter vaille que vaille avec Achmet; il croit avoir les considérables ressources, mais aujourd'hui tout est changé. Le bruit dès que la guerre, et nous voilà forcés par une barbarie à reprendre le rôle qui nous convient le mieux. La prudence est grande. Le matériel d'artillerie et de guerre qui nous avons ra-

Bourse de Paris, 21 septembre.—On a fait circuler le bruit que le ministère des finances discutait sérieusement le projet de la conversion des cinq cent trois pour cent. Le bénéfice annuel, produit par cette opération remouvelée de Mr. de Villèle et estimé à 18 millions de francs, serait appliqué pendant cinq ans à la construction du chemin en fer de Paris aux frontières de la Belgique.

ESPAGNE.

Les nouvelles de Madrid sont très intéressantes. Des lettres reçues par la voie de Paris annoncent que le corps d'Espartero, fort de 16,000 hommes d'infanterie et de 800 chevaux, a occupé le 10 les environs de Madrid, le quartier général étant établi à Carabanchel. L'ennemi se retire sur Cuenca.

Une lettre particulière dit: "Les ministres et les corps ont été tous la fuite en consultation. Plusieurs chouans ont été proposés pour la défense de la ville, mais elles furent rejetées." Le plus importante étape de ce corps est de 7 lieues. Espartero a pris Madrid, et n'a rien à craindre, sans aucune opposition sérieuse. Il est plus sûr de faire prisonniers à la Chambre des Communes, n'est pas assez considérable pour influencer la Chambre des Lords, mais en rendre aux mesures ministérielles de nuisant les subsides et de suspendre les affaires publiques. Il est même que l'influence de la jeune reine soit jetée dans la balance. La convenance et la majesté libérale des Communes sont sacrées faites par leur union, car les décrets personnels du souverain, accentués par la chambre haute n'ont jamais trouvé les Lords réfractaires: D'ailleurs, quelles que soient les dispositions de la Chambre des Lords, le pouvoir de créer une fournée de pairs déplace la question en faveur du temps. L'opinion publique attribuée à la grande intention politique d'amener les ambitieux d'un pouvoir qu'ils n'ont jamais possédé jusqu'à présent, en leur donnant en confiance et en coopération dans leurs ressources; l'ouverture du prochain Parlement confirmera bientôt ces bruits, et donnera la preuve des sentiments libéraux de la reine, aussi cette époque est-elle instamment attendue partout les vrais amis de l'Angleterre et de la réforme.

La reine a officiellement annoncé son intention d'aller résider au Pavillon royal, à Brighton, le 4 octobre.

Le roi et la reine des Belges se sont embarqués à Ramsgate, pour la Belgique.

Le ministre américain, M Stevenson, était de retour à Londres le 20 septembre.

L'assemblée des actionnaires de la Banque d'Angleterre, le 22 septembre, n'a donné que peu de satisfaction au public. Cette aucune époque à annoncé d'incidence d'un plus grand intérêt pour le commerce que les six mois qui viennent de s'écouler, et cependant aucune question n'a été adressée au gouverneur de la banque sur ces événemens et la conduite de la direction; on ne lui a demandé aucun renseignement sur la Banque du Nord et du centre de l'Angleterre, sur les maisons américaines, sur le chômement non motivé du taux de l'intérêt; on n'a touché à aucune des causes qui ont amené des résultats si importans dans les affaires du royaume et dont on doit attendre de la direction un développement complet. Il faut donc abandonner pour jamais tout espoir d'obtenir quelques renseignemens de ces assemblées officielles et les chercher ailleurs.

On a répandu dans le public qu'une assistance d'une nature plus efficace allait être donné pour la liquidation des affaires d'Amérique.

On assurait qu'un négociant, d'une grande expérience dans ces opérations, et accompagné par un des commis confidentiels de la banque allait s'embarquer pour New-York. Il n'est pas certain que cet amélioration soit entreprise par l'ordre de la Banque ou aux frais des quelques maisons américaines; mais ce fait mie en opposition avec le silence de la banque, tend à maintenir l'opinion publique dans l'idée que la liquidation commencée en Amérique ne marche pas comme elle le devrait. Certes si tout avait été dans les règles, il se serait trouvé quelque actionnaire pour poser à question et obtenir une réponse concertée d'avance.

Un autre journal, moins acharné que le *Times* à blamer tout ce qui se fait en Amérique, soutenu que la mission projetée a produit une impression favorable dans le public. On pense qu'elle pourra faciliter la liquidation des affaires restées en souffrance, si les instructions données aux agens sont dictées par un esprit vraiment libéral. On espère qu'elle amènera entre la Banque d'Angleterre et celle des États-Unis l'établissement de relations permanentes, qui ne peut vent manquer d'être de la plus grande utilité au commerce des deux pays.

La récolte des pommes de terre, dans toutes les parties de l'Angleterre, ainsi qu'en Irlande, n'a jamais été plus abondante.

Le tableau de situation de la banque d'Angleterre, pour le trimestre écoulé le 19 septembre, présente une circulation de 18,814,000 liv. st.; dépôts, 11,093,000; valeurs en portefeuille, 26,605,000; espèces, 6,303,000; l'excédant se trouve d'environ 3 millions de livres sterling.

Un document officiel, publié par ordre du parlement, expose les recettes et dépenses de l'Angleterre pendant les années terminées le 5 janvier 1835, 1836 et 1837. En voici les totaux:

	1835	1836	1837
Recettes.	50,632,545	50,494,728	52,898,298
Dépenses.	49,223,116	48,787,639	50,818,305
Excédant,	1,410,429	1,707,093	2,079,993

Frais de perception inclus dans dépenses.	2,947,972